



DOSSIER : Phénomène de l'arnaque au Togo
ORIGINE - MANIFESTATIONS - TÉMOIGNAGES... Page 2

N° 920 du 02 juillet 2025 Prix 250 F cfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité

Elections municipales du 17 juillet



DEUX SEMAINES POUR CONVAINCRE...

Togo

POURQUOI LES TOGOLAIS N'ONT PAS SUIVI LES APPELS À LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE ET À MANIFESTER Page 3

Banque

LE TOGOLAIS SERGE ATIKOSSIE PROMU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BOA-RWANDA Page 6



Togo-Réformes dans le secteur de l'éducation

LES SURVEILLANTS GÉNÉRAUX S'APPELLERONT DÉSORMAIS CONSEILLERS PRINCIPAUX D'EDUCATION

Le ministre des Enseignements primaire et secondaire Dozdi Kokoroko poursuit les réformes dans son secteur. Dans une correspondance en date du 27 juin 2025 adressée au doyen de l'Inspection Générale de l'Education, aux Directeurs Régionaux de l'Education et aux chefs d'inspection, il leur a été indiqué, le changement de titre des Surveillants Généraux qui doit être désormais « Conseillers Principaux d'Education ».

Il s'agit pour le ministre, à travers une telle réforme, de prendre en compte « les besoins



spécifiques des élèves dans le maintien de la discipline dans les collèges d'enseignement général (CEG) et dans les lycées ». « Cette nouvelle appellation de Conseillers Principaux d'Education (CPE) est conforme à l'arrêté n 0 062/MEPSTA/CAB/SG du 26 janvier 2021 redéfinissant les règles d'organisation et de fonctionnement des collèges d'enseignement général publics et l'arrêté n 0649/2021/MEPSTA/CAB/SG du 15 mars 2021 portant organisation, administration et fonctionnement des établissements du second cycle de l'enseignement secondaire général », précise le ministre qui demande par ailleurs que des dispositions soient prises par les différents services techniques pour la mise à jour de cette nouvelle appellation dans les bases de données et décisions.

Autre précision faite par le ministre, est que la totalité des surveillants généraux ont été formés aux nouvelles tâches de Conseillers Principaux d'Education (CPE) au cours du troisième trimestre de l'année scolaire 2024-2025.

DOSSIER : Phénomène de l'arnaque au Togo

ORIGINE-MANIFESTATIONS-TÉMOIGNAGES...

À Togo, un phénomène préoccupant prend de l'ampleur. Il s'agit de la montée des arnaques, non plus seulement dans le cyberspace ou les appels frauduleux, mais désormais enracinée dans le quotidien. Ce fléau semble traduire un mal plus profond qu'est le refus, par une partie non négligeable de la population, notamment des jeunes, de se mettre véritablement au travail. Entre facilités mal acquises, clientélisme, démissions individuelles et mauvaise foi, l'arnaque devient un modèle économique toxique qui compromet les efforts de développement national.

Pour ce qui est de la responsabilité de l'Etat, certes, les défis sont encore énormes, mais il est constaté qu'à travers le pays, l'Etat togolais et ses partenaires au développement ont mis en place plusieurs programmes destinés à promouvoir l'auto-emploi et l'insertion socioprofessionnelle. Dans ce cadre, nombreux sont ces jeunes menuisiers, maçons, soudeurs et couturiers qui ont bénéficié de financements, de kits d'installation ou encore de commandes publiques dans le but de démarrer ou renforcer leurs activités.

Mais dans bien des cas, les résultats escomptés tardent à se faire sentir, non à cause de la faiblesse des dispositifs, mais du comportement même de certains bénéficiaires.

« J'ai commandé à un jeune maçon recommandé par un programme local. Je lui ai remis un acompte pour démarrer un petit chantier de clôture. Il a encaissé l'argent, est venu une seule journée avec deux manœuvres, puis plus rien. Son téléphone ne passe plus. Et je ne suis pas le seul dans ce cas. » témoignage d'un entrepreneur du bâtiment à Lomé.

Même son de cloche à Kara, où un atelier communal de menuiserie a dû fermer temporairement après que plusieurs jeunes bénéficiaires se soient évaporés dans la nature, emportant avec eux des machines, des bois commandés, ou simplement les avances versées par des clients.

Loin de constituer des cas isolés, ces comportements dénotent un malaise profond dans une frange de la jeunesse togolaise, la recherche du gain facile au détriment de l'effort soutenu. Cette tendance nourrit un cercle vicieux qui est la perte de confiance des clients, rejet des jeunes artisans, et au final, discrédit sur les mécanismes de soutien public.

Selon un agent de développement rural interrogé dans la région des Plateaux « Certains jeunes croient qu'être financé, c'est recevoir un cadeau. Ils ne perçoivent pas cela comme une responsabilité. Ils prennent l'argent, se paient des motos, des habits ou partent s'amuser à Lomé ou Accra. Après, ils reviennent se plaindre que l'Etat ne fait rien pour eux. »

Il est d'autant plus ironique que ce sont ces mêmes individus qui, quelques mois après leurs forfaits, n'hésitent pas à se poser en victimes sur les réseaux sociaux, accusant les autorités d'abandon, dénonçant l'« inaction » de l'Etat, ou pire, rejoignant les appels à la désobéissance civile pour exiger ce qu'ils n'ont jamais su valoriser. Un analyste politique évoque un « populisme de l'irresponsabilité », où ceux qui sabotent leurs propres chances d'insertion se présentent ensuite en martyrs du système.



De nos jours, au-delà des cas individuels, ce phénomène fragilise l'écosystème économique. Il dissuade les investisseurs locaux de faire confiance aux jeunes artisans, nuit à la réputation des dispositifs publics d'appui à l'emploi, et érode le tissu de confiance nécessaire à toute dynamique communautaire.

Plusieurs personnes de la diaspora se sont plaintes du fait qu'elles ont eu à financer soit la construction d'une maison, ou la réalisation d'un projet, mais au final, tout est parti à l'eau, parce que les frères ou les personnes à qui le travail est confié ont plutôt confond l'argent de la commande à leurs propres poches.

Koffi, menuisier formé dans un centre de Lomé, est aujourd'hui incarcéré après avoir détourné près de deux millions de francs CFA envoyés par un compatriote vivant en France pour la fabrication de meubles. Ce dernier, qui souhaite garder l'anonymat, confie avec amertume. « Je lui ai confié le chantier parce qu'il est de la famille. Je pensais l'aider à se relever. Mais il a préféré tout prendre et disparaître. Il a même changé de numéro. », a-t-il fait savoir.

Plusieurs togolais de la diaspora racontent des expériences similaires. Des chantiers abandonnés, des matériaux jamais livrés, de l'argent détourné. Une togolaise résidant en Belgique témoigne. « J'ai envoyé plus de 4 millions de francs CFA à mon neveu pour qu'il construise un début de fondation à Kpalimé. Après plusieurs mois, il n'y avait rien sur le terrain, même pas une brique. Il avait tout utilisé pour "se débrouiller", comme il dit. »

Toutes ces situations deviennent fréquentes et jettent le discrédit sur de nombreux jeunes artisans, pourtant honnêtes et travailleurs.

Il faut aussi ajouter à l'origine de ces comportements l'autre mal en lien avec la glorification de la réussite facile, alimentée par les réseaux sociaux, où les signes extérieurs de richesse deviennent un modèle. Le travail manuel, quant à lui, est perçu par certains comme une perte de temps.

Pour ce sociologue togolais que nous avons interrogé « Il y a une crise de la valeur travail. Certains jeunes pensent que s'enrichir sans effort est un droit. La paresse devient une posture mentale, où l'effort est repoussé

au profit de la ruse et de l'opportunisme. ».

Mais, ce qui est grave, c'est que cette dérive n'est pas sans conséquences. Outre la perte de confiance envers les jeunes artisans, que nous avons évoqué un peu plus haut, beaucoup se retrouvent dans les mailles de la justice. Les tribunaux de Lomé, Sokodé ou Kara enregistrent

de plus en plus de plaintes liées à des cas d'abus de confiance et d'escroquerie. Et pour les familles, c'est une double peine, celle de la honte d'un fils défaillant et l'échec d'un investissement souvent lourd.

Aujourd'hui, des voix s'élèvent pour exiger un suivi rigoureux des bénéficiaires, des sanctions plus fermes contre les détournements et surtout une véritable éducation à la citoyenneté économique. Comme le rappelle un formateur de l'ANVT : Il faut réapprendre à travailler, à respecter la parole donnée, à comprendre que tout financement est un contrat moral. L'argent public n'est pas une récompense, c'est un levier de transformation. Et pour ce qui est du privé, le risque est encore plus grand, c'est la prison... ».

Il est donc temps que la jeunesse togolaise et même la société toute entière retournent aux valeurs fondamentales que sont la discipline, l'honneur, la responsabilité. Les centres de formation doivent renforcer non seulement les compétences techniques, mais aussi l'éducation morale.

Le gouvernement, de son côté, est appelé à accentuer les campagnes de sensibilisation sur l'éthique professionnelle, à encourager les artisans sérieux et à sanctionner plus fermement les déviants.

Les togolais de tous les niveaux doivent être conscients que l'ascenseur social ne fonctionne qu'avec le moteur du travail. Escroquer ses proches, détourner la confiance ou fuir les responsabilités ne mène qu'à l'impasse. Le pays a besoin de bâtisseurs, pas de profiteurs. Et il revient à chacun, jeune ou adulte, de participer à cette reconstruction morale.

LM

Togo

POURQUOI LES TOGOLAIS N'ONT PAS SUIVI LES APPELS À LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE ET À MANIFESTER

Lundi 23 juin 2025 restera une journée sans incident notable malgré l'appel à la désobéissance civile lancé par une partie de l'opposition togolaise. Cette journée, qui devait marquer une mobilisation significative contre le gouvernement en place, a finalement été marquée par le calme.

Les appels à la désobéissance, lancés par certains leaders de l'opposition, n'ont pas trouvé écho auprès de la population togolaise. Cette dernière, ayant déjà vécu par le passé des périodes de troubles politiques et de violences, semble avoir tiré les leçons de l'histoire et a choisi de privilégier la stabilité et la paix.

De même, les pseudo-activistes de la diaspora togolaise, qui ont appelé à des manifestations pour les 26, 27 et 28 juin 2025, risquent de connaître le même sort que leurs prédécesseurs qui ont lancé des appels similaires sans succès. La population togolaise, mûre et consciente des enjeux politiques et sociaux, ne semble plus disposée à se laisser entraîner dans des actions violentes qui ne profitent qu'à une certaine classe politique en mal de visibilité.

Si durant la première journée, celle du 26 juin 2025,

certaines boutiques sont restées fermées, c'est justement parce les propriétaires des dites boutiques avaient plutôt peur de leur vie et des actes de vandalisme et de vols qui pourraient être perpétrés.

Par ailleurs, depuis ces dernières heures, circule sur les réseaux sociaux, un appel à manifester à compter du 1er juillet. Ici également, il n'en est rien. Depuis hier jour de l'ouverture de la campagne pour les municipales du 17 juillet prochain, les togolais vaquent librement à leurs occupations, ignorant encore une fois cet appel à manifester qui visiblement ne leur apportera rien.

Cette indifférence du peuple togolais, ne signifie aucun pas qu'il n'y a pas de problèmes dans le pays. Cela est un message clair, pour dire que ce n'est pas la rue, ni les violences, la haine et le mensonge qui résoudront les problèmes au Togo. Une manière de dire qu'il est préférable de vivre en paix dans des difficultés, qu'on sait, qu'avec le dialogue, elles trouveront des solutions, que de faire le choix de mettre le pays à feu et à sang, sans aucune assurance d'un lendemain meilleur.

Cet échec cuisant de l'opposition togolaise et des acti-



vistes de la diaspora met en lumière le manque de stratégie et la déconnexion de ces groupes avec les aspirations profondes de la population. Les Togolais aspirent aujourd'hui à la stabilité, au développement économique et à la consolidation de la démocratie dans un climat de paix et de tolérance.

La maturité politique dont fait preuve la population togolaise est un signal fort envoyé à tous les acteurs

politiques, locaux et internationaux. Elle montre que les Togolais sont capables de discernement et qu'ils ne se laisseront plus entraîner dans des aventures politiques hasardeuses qui pourraient mettre en danger la stabilité durement acquise du pays.

Il est temps pour l'opposition togolaise de revoir sa stratégie et de se mettre au diapason des aspirations du peuple en proposant des al-

ternatives crédibles et constructives pour le développement harmonieux du Togo.

Il est évident que les difficultés sont bien évidentes dans le pays. Mais il n'en demeure pas moins vrai que des efforts sont faits dans de nombreux domaines. Aujourd'hui, il faut tout simplement exhorter le gouvernement à faire mieux.

LM

Manifestations fantômes du 26 juin au Togo

QUAND LES INFLUENCEURS USENT DE FAUSSES IMAGES ET INFORMATIONS POUR MASQUER LEUR ÉCHEC

Le flop retentissant de l'appel à manifester, lancé pour les 26, 27 et 28 juin dernier par certains prétendus influenceurs sur les réseaux sociaux n'aura pas manqué de dévoiler une autre facette de leur stratégie, celle de la désinformation à outrance. Déçus par le rejet massif de leur appel par le peuple togolais, ces individus ont tenté de maquiller leur échec à travers une campagne mal ficelée de fausses informations diffusées en ligne.

Derrière leurs écrans et confortablement installés à

l'étranger, ces activistes de salon ont inondé les réseaux sociaux de vidéos et de clichés, prétendument pris lors des manifestations au Togo. Mais très vite, l'origine de ces images a été démasquée. Il s'agit bien des scènes recyclées de vieilles protestations dans d'autres pays africains, voire de précédentes manifestations n'ayant rien à voir avec les dates annoncées. Certaines images, publiées avec fracas pour accuser les forces de l'ordre et de sécurité togolaises d'exactions, ont été formellement identifiées comme n'étant ni prises au

Togo ni durant ce jour du 26 juin 2025.

Les togolais, lucides et désormais aguerris face à ce type de manipulation, n'ont pas mordu à l'hameçon. Nombre d'observateurs, d'analystes et de citoyens lambda ont immédiatement relevé l'arnaque numérique. Pour rappel, ce jour 26 juin 2025, premier annoncé pour une série de manifestations, les rues de Lomé, comme celles des grandes villes de l'intérieur du pays, ont conservé leur calme habituel, loin du chaos annoncé. Le contraste entre la réalité

paisible du pays et le tumulte fabriqué sur internet en dit long sur la faillite de cette opération de manipulation.

Cette tentative de noyer l'échec dans le flot de mensonges était, pour beaucoup, prévisible. Dès l'annonce de ces appels à manifester, des voix avaient alerté sur les dérives à venir. Désespérés de ne pas être suivis, les instigateurs ne pouvaient que recourir à la supercherie pour exister.

En fin de compte, cette énième tentative d'intoxication médiatique aura confirmé une chose, le peu-

ple togolais a choisi la voie de la responsabilité, de la stabilité et de la paix. Il refuse désormais de se laisser entraîner dans des aventures hasardeuses dictées par des voix virtuelles, coupées des réalités nationales et nourries de ressentiments.

La vigilance reste de mise, mais l'épisode des 26, 27 et 28 juin 2025, ajouté au refus le 23 juin de désobéir, sonnent comme un rappel fort, les Togolais ne sont plus dupes.

LM

Paix RDC-Rwanda

LE RÔLE CENTRAL DU PRÉSIDENT DU CONSEIL TOGOLAIS, FAURE GNASSINGBÉ, DANS UNE MÉDIATION AFRICAINE RÉUSSIE

L'accord de paix signé le 27 juin 2025 à Washington entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda marque un tournant historique pour la région des Grands Lacs. Au cœur de cette avancée diplomatique majeure se trouve le Président du Conseil togolais Faure Essozimna Gnassingbé, dont l'engagement méthodique, discret et déterminé a permis de surmonter des années de tensions, de méfiance et de violences. Sa médiation, saluée à l'échelle continentale et internationale, assoit la position du Togo comme un acteur diplomatique majeur en Afrique.

En effet, c'est en avril 2025 que l'Union africaine désigne officiellement Faure Gnassingbé comme médiateur dans la crise opposant Kinshasa à Kigali. Cette nomination, validée par le Bureau de l'Assemblée de l'UA et appuyée par les chefs d'État africains, reconnaît l'expérience du président togolais en matière de résolution de conflits sur le continent. Mais cette désignation du numéro 1 togolais n'est pas le fruit du hasard. Elle repose sur une solide réputation de neutralité et d'efficacité forgée à travers plusieurs médiations réussies, notamment en Afrique de l'Ouest. Faure Gnassingbé bénéficie par ailleurs de relations de confiance avec les présidents Félix Tshisekedi (RDC) et Paul Kagame (Rwanda), un atout majeur

dans un contexte marqué par une profonde défiance entre les deux pays.

Ce qu'il faut relever en premier, c'est que dès sa prise de fonction, le président togolais structure une médiation ambitieuse et inclusive. Il constitue un groupe de facilitateurs composé d'anciens chefs d'État africains, dont Olusegun Obasanjo, Uhuru Kenyatta, Mokgweetsi Masisi, Catherine Samba-Panza et Sahle-Work Zewde. Cette équipe diversifiée donne une portée panafricaine au processus et renforce la légitimité des échanges.

En plus de cela, Faure Gnassingbé a multiplié les missions diplomatiques à Kigali et Kinshasa, organisé à Lomé plusieurs rencontres stratégiques réunissant experts, délégations officielles et partenaires techniques. Une stratégie qui vise à créer un climat de confiance, clarifier les attentes de chaque camp et élaborer une feuille de route consensuelle pour la paix.

Il faut dire que cette démarche inclusive de Faure Gnassingbé a connu sa réussite grâce à un soutien. Celui des États-Unis de Donald Trump. Et c'est à Washington justement que s'est jouée la dernière phase de la médiation, sous le parrainage des États-Unis. Faure Gnassingbé s'y impose comme le pivot des négociations. Sa capacité à maintenir le dialogue, à désamorcer les tensions et à proposer des compromis réalistes permet de



résoudre les principaux points de blocage tels que, le désarmement des groupes armés, la sécurisation des frontières, les mécanismes de suivi...

Le Président du Conseil togolais, Faure Gnassingbé et le président des États-Unis d'Amérique, un duo diplomatique atypique ont joué un rôle déterminant dans le succès des pourparlers. Les États-Unis, par la voix de leurs représentants, a salué officiellement l'efficacité de la médiation conduite par le Togo.

Il faut le dire sans ambages, la signature de l'accord de paix RDC-Rwanda est bien plus qu'un aboutissement. Elle consacre le Togo comme un acteur crédible et incontournable de la diplomatie africaine. Faure Gnassingbé émerge comme un leader régional capable de bâtir des ponts là où

prédominaient la méfiance et le conflit.

Ce succès confère ainsi au Président du Conseil togolais, une stature nouvelle sur la scène internationale, mais surtout il redonne espoir à une région meurtrie par les violences. Il illustre le rôle que peuvent jouer les médiateurs africains dans la résolution des crises, à travers des approches enracinées dans la réalité du continent.

« Au nom du Président Faure Gnassingbé, je voudrais remercier le Président des États-Unis pour la signature de cet accord de paix entre la RDC et le Rwanda. Le Togo se tient à vos côtés pour contribuer à une paix durable dans la région des Grands Lacs », a ainsi déclaré Robert Dussey qui était présent à Washington au nom du médiateur désigné de l'UA Faure Gnassingbé.

Les leçons de l'accord de Washington

L'accord signé à Washington démontre que l'Afrique peut porter elle-même des processus de paix crédibles, avec le soutien de partenaires internationaux. Le leadership de Faure Gnassingbé, reconnu par l'Union africaine et appuyé par les États-Unis, constitue un modèle de médiation pragmatique, inclusive et résolument tournée vers la paix.

La région des Grands Lacs peut désormais entrevoir un avenir plus serein. Et dans les annales de la diplomatie africaine, le rôle du Togo et de son Président du Conseil dans cette réconciliation historique restera gravé comme une illustration du pouvoir de la volonté politique et du dialogue.

Tchaboré

TOGO – Tentatives de déstabilisation

DES ÉTRANGERS PRIS EN FLAGRANT DÉLIT, DES POURSUITES JUDICIAIRES ANNONCÉES, LES INSTIGATEURS ET AUTEURS SOUS LE COUP DE POURSUITES JUDICIAIRES...

Face à la multiplication de campagnes de désinformation et d'incitation à la violence orchestrées depuis l'extérieur du pays, qui ont conduit aux manifestations illégales des 26, 27 et 28 juin 2025, manifestations qui n'ont été d'ailleurs qu'un échec, le Gouvernement togolais a réagi par un communiqué officiel, le dimanche 29 juin 2025, dénonçant fermement les manœuvres visant à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux institutions républicaines.

Depuis plusieurs semaines, selon le communiqué, des individus majoritairement établis à l'étranger mènent sur les réseaux sociaux et certains médias une offensive basée sur la haine, la manipulation et la diffusion de fausses informations. Ces

contenus, parfois générés par l'Intelligence Artificielle ou sortis de leur contexte, visent à déstabiliser le Togo et à créer une confusion au sein de la population.

Le Gouvernement déplore que ces agissements aient été appuyés par certains acteurs politiques et associatifs, bien que, dans leur grande majorité, les Togolais aient opposé une réponse de calme et de maturité. Le pays a continué de fonctionner normalement, les citoyens vaquant à leurs occupations dans la paix sur toute l'étendue du territoire. Malgré un rappel formel, en date du 19 juin, des règles encadrant les manifestations publiques, des troubles ont été enregistrés les 26, 27 et 28 juin dans quelques quartiers de Lomé. Des jeunes, instrumentalisés, ont été

poussés à des actes de vandalisme, d'atteinte à l'ordre public, de violences et de destructions de biens. Grâce à la réactivité des forces de sécurité, appuyées par les autorités locales et les populations, la situation a rapidement été maîtrisée avec professionnalisme.

Le Gouvernement informe que plusieurs interpellations ont été effectuées, incluant des individus de nationalité étrangère entrés illégalement sur le territoire. Tous sont soumis à des procédures judiciaires en flagrant délit, sous la supervision du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Lomé.

Les instigateurs et auteurs des campagnes numériques subversives, identifiés comme les donneurs d'ordres,

sont également sous le coup de poursuites judiciaires. Le Gouvernement entend utiliser tous les mécanismes de coopération pénale internationale pour assurer leur comparution devant les juridictions compétentes.

Dans un contexte de grande émotion, la découverte de corps dans le 4e lac à Akodeséwa et dans la lagune à Bè a suscité des interprétations erronées sur les réseaux sociaux. Le Gouvernement précise que les examens médico-légaux ont conclu à des noyades accidentelles, rejetant toute tentative de récupération politique de ces tragédies.

À cet égard, les autorités expriment leur compassion aux familles endeuillées et lancent un appel à la prudence, particulièrement en cette sai-

son pluvieuse, autour des zones inondables.

Condamnant avec fermeté les actes de violence et les velléités de déstabilisation, le Gouvernement a salué la retenue et le sens civique de la population togolaise, tout en adressant ses félicitations aux forces de sécurité pour leur sang-froid et leur sens du devoir.

Enfin, le communiqué réaffirme l'attachement du Togo à l'État de droit, aux libertés fondamentales et au pluralisme démocratique, tout en soulignant la nécessité du respect du cadre légal. Le Gouvernement reste déterminé à préserver un climat de paix et de stabilité, conditions essentielles pour la poursuite du développement économique et social du pays.

La Rédaction

« ENTREPRENEURS MAG », LE NOUVEAU MAGAZINE DÉDIÉ AU SECTEUR PRIVÉ

La CCI-Togo a lancé le jeudi 26 juin 2025 à Lomé, un nouveau magazine dédié au secteur privé. Il est dénommé « *Entrepreneurs Mag* ».

Ce magazine va mettre en lumière les différentes activités de l'institution consulaire entre autres, les performances économiques du pays, les défis à relever, les nouvelles opportunités.

Publié en français et en anglais, avec une périodicité trimestrielle, *Entrepreneurs Mag* propose diverses rubriques telles que Économie, Interview, Focus, Grand Angle, Diplomatie consulaire.

À travers « *Entrepreneurs Mag* », la CCI-Togo entend renouer avec une tradition qui lui est chère, celle de créer un véritable espace d'expression, de visibilité et d'information dédié aux acteurs économiques du pays avec, aujourd'hui, un regard résolument tourné vers l'innovation. « *Entrepreneurs Mag* n'est donc pas un simple support de communication. C'est un outil stratégique, pensé comme un pont entre les institutions, les entreprises et l'opinion publique, mais aussi comme une source d'inspiration pour la jeunesse, les femmes entrepreneures, les start-ups, et tous ceux qui font vivre notre économie au quotidien. Ce magazine sera également un vecteur d'influence, il portera haut les ambitions du secteur privé togolais, valorisera les initiatives innovantes, et relayera les évolutions réglementaires, les opportunités d'investissement et les réformes en cours, avec rigueur et clarté », a affirmé Dr José Kwassi Symenouh, président de la CCI-Togo.

Il a également ajouté qu'en tissant un lien direct entre l'action de la CCI-Togo et les réalités du terrain, « *Entrepreneurs Mag* » aspire à devenir un repère fiable et fédérateur



dans un paysage économique en constante mutation.

"Il se veut à la fois le témoin du dynamisme entrepreneurial et le catalyseur des transformations futures. En somme, à chaque parution, c'est une vision renouvelée de l'économie togolaise qui vous sera proposée, une vision portée par ceux qui osent, qui innovent et qui bâtissent", a indiqué le président de la CCI-Togo.

Dr José Kwassi Symenouh a la conviction que ce magazine saura s'imposer naturellement comme une référence, tant sur le plan national que sous-régional et pourquoi pas, international.

Par ailleurs, il invite tous les partenaires à découvrir « *Entrepreneurs Mag* », à le lire, à le partager et à en faire un outil vivant, porteur de leur ambition collective.

AfiRachel

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 30 JUIN AU 07 JUILLET 2024

PHARMACIE 2000
Bè kpota, BP 61194
96 37 94 25

A DIEU LA GLOIRE
Légbassito, non loin du marché
93 26 36 00

APOTHEKA
5122, bd Jean Paul II, face siège
fédération togolaise de Football
kégué, BP 31124
22 61 57 57

AU GRAIN D'OR
Carrefour Zorobar, grand
contournement
22 70 06 90

AVE MARIA
Carrefour CHU Tokoin face
station-service BP 80283
22 22 33 01

AVEPOZO
A 600m restaurant Alice, Bè-
kome, avépozo, 04 BP 353 Lomé
04
22 27 04 86

BAH
2283, Bd. Du Zio, face EPP,
Hédzranawoè, BP 20519
22 26 03 20

BETANIA
Rue sito, gblinkomé, 19 BP 243
96 80 10 11

BETHEL
Bd. Du 30 Août, sur la route de
kpalimé, adidogomé, BP1236
98 58 64 64

BON SECOURS
Gblinkomé, BP 80878
22 20 76 30

CITRUS
ATTIEGOU CARREFOUR DVA SUR
LE CONTOURNEMENT LOME
70 44 59 24

DE L'EDEN
Route d'Anèho, face à la cité
Baguida
70 42 13 98

DE LA LIBERATION
199 avenue de la libération,
tokoin trésor, BP 12045
22 22 25 25

DES ECOLES
Rte de kpalimé, face lycée
technique adidogomé, 04 BP 74
22 51 75 75

DES OLIVIERS
266 boulevard Félix Boigny,
Akodésséwa, BP 8480
22 27 01 34

DES ROSES
Carrefour de l'union, vakpossito
70 42 37 72

DU 3e ARRONDISSEMENT
219, boulevard du 13 Janvier, BP
2847
22 21 52 27

DU CENTRE
46, Rue de la Grace assivito, face
ex-château, BP 373
22 21 83 30

EL-NISSI
DZOTSI KOMLA SENAM VICTOR

ADIDOGOME APEDOKOE
GBOMAME 07
79 78 15 37

EL-SHADAÏ
Atikoumé, en face de ESTAO
22 51 44 25

EL-SHAMMAH
Amadahomé à côté de la maison
des jeunes
22 46 93 50

ENOULI
Face gare routière
Agblalipédogan, BP 8613
22 25 90 68

ESPACE VIE
Agoè-Logopé, face bar Plaisir
2003
99 85 89 07

EXCELLENCE
Sur la voie de la CEDEAO, Agoè
Emakpoe, 05 BP 977
22 51 77 87

GREENRX
Ségbé dans l'immeuble Mabiz
Plaza non loin de rond point
Douane
96961919

HORIZON
95, boulevard du 13 Janvier,
Nyekonakpoè, 08 BP 81726
90 56 52 56

HOSANNA
Rond-Point Sagbado, à 100m
d'EPP Sagbado, Adidogomé, 05
BP 77
97 77 69 59

ISIS
835, boulevard Jean Paul II,
forever, BP 80121
www.pharmacieisis.com
22 26 90 91

KOBOYO
DAVIE, route nationale N°1 avant
le péage de Tsévié en face de la
station Sanol
93704812

LA BARAKA
Agoè Logopé, non loin de
l'Ecoke la BRUYERE à proximité
du camp GP
90 17 49 28

LA FRATERNITE
72, boulevard du Haho, près de
clinique st Joseph, BP 80326
22 26 81 55

LA GRACE
Nationale N°1, face Terrain
d'Agoè-Nyivé, BP 440
22 25 91 65

LA PATIENCE
Djagblé à 300 mètres du CMS
Ayokléfé
70052339

LA SHEKINAH
Ationé, Carrefour Amadenta
93339205

LE BON SAMARITAIN
Rue Pa de Souza, près Hôpital de
Bè, BP 616
22 21 45 30

LE GALIEN
Avenue Pya, Rue Pavée,

Adidoadin, 05 BP 92
22 51 71 71

LIDDY
Agoè - Dikamé, Bernard Copé
après la station CAP en face du
Camp Fir
70901960

MAGNIFICAT
Aflao Yokoe, Rue De La Pampa à
100 M Du Palais Royal De Yokoe,
Lomé
70 44 51 59

MATHILDA
Rue des Evalas, Aflao Gakli, 05
BP 524
22 51 15 34

MAWUNYO
Route de Mission Tové, Non loin
de la Station OANDO Agoè
Sogbossito
98 23 38 30

NELLY'S
Klémé Agbokponou, non loin du
château d'eau sur la voie de
Ségbé à Sanguéra
92 01 11 00

NOTRE DAME DE LOURDES
Bd. Adidoadin-Assiyéyé, Agoè
Anomé, BP 05
22 44 01 01

REGINA PACIS
Sur la Nationale N°1 Adétikopé
près du Bar Sous l'Antenne
96 80 10 22

SAG'BIBA
Agoè - Nanégbé, à côté de la
station T-OIL
91 83 87 83

SAINT ESPRIT
Route Agoè-Kégué, CEG Agoè
Est, BP 1246
22 40 29 06

SANGUERA
Entre EPP et le Lycée Sanguéra
70 42 80 80

SEPOPO
Adakpamé, grand
contournement, rond point
Sawletto non loin de la Station
SOMAYAF
70 34 65 65

SIKA
DJAGBLE, Hiheatro à 200m du
complexe scolaire la
Persévérance, Rte Akakpoe -
Gbamakopé
92620651

TCHEP'SON
Face terminal du Sahel, Agoè
zongo
96 90 04 64

VITAS
Agoè Assiyéyé, 13 BP 2044
22 25 63 43

VOLONTAS DEI
Avéjji carrefour SUN CITY
70 42 23 60

YEM-BLA
Rue 258, avenue Akwei, face
Résidence du Benin, Tokoin-
Tamé, Wuiti, BP 20633
22 26 76 51

Pour
vos
annonces et
publicités,
contactez-
nous au
90 26 15 54

**Le Messenger, Votre journal
préférédans les kiosques
tous les mercredis**

Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61

Directeur de Publication

Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59

E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr

Elections municipales du 17 juillet prochain

UN SÉMINAIRE À DOUBLE SENS POUR LES CANDIDATS UNIR !

Le grand parti Unir, conformément à ses textes, a réuni le 26 juin 2025 les candidats qu'il compte présenter à l'occasion des élections locales du 17 juillet prochain.

guides leur campagne. Humilité, écoute, discipline, tels sont ces principes. Ils les ont tour à tour encouragés à rester à l'écoute des populations afin de partager avec elles les actions à mener pour le déve-

loppement local. Saisissant cette opportunité, le Secrétaire Exécutif du Parti, Atcholi Aklesso, a remercié le Président du Parti pour ses orientations dans le cadre de la tenue de la rencontre. Il a appelé chacun à rester vigilant et mobilisé, en particulier face aux manœuvres de déstabilisation de notre pays. Il a appelé à rester unis et forts ! Le moment fort de la rencontre s'est ma-

trialisé par la remise du drapeau du parti à la représentante des candidats. Unir démontre encore une fois qu'il est un parti bien organisé et structuré qui ne cesse de travailler pour le bénéfice du peuple. Notons que le Parti Unir a des candidats dans toutes les circonscriptions électorales du pays.

Unir mise sur la formation de ses candidats

Dans la deuxième partie du grand séminaire du 26 juin 2025, les militants et candidats du grand parti Unir ont été formés sur plusieurs thématiques.

Il a s'agit pour les formateurs et panelistes d'animer des

de mieux s'imprégner des sujets clés avant d'aller sur le terrain. Ceci dans un esprit de partage en toute humilité avec les populations, car, il sera également nécessaire d'expliquer les défis qui restent à relever, ont relevé les panélistes.

Les candidats dans leurs interventions, ont fortement



Cette rencontre d'envergure marque la mise en mission officielle de ces candidats. Les Présidents du Sénat et de l'assemblée nationale, tous membre d'UNIR, représentants SEM le Président du Conseil, ont sensibilisé les militants et candidats sur les valeurs et principes devant

loppement local. Saisissant cette opportunité, le Secrétaire Exécutif du Parti, Atcholi Aklesso, a remercié le Président du Parti pour ses orientations dans le cadre de la tenue de la rencontre. Il a appelé chacun à rester vigilant et mobilisé, en particulier face aux manœuvres

térialisé par la remise du drapeau du parti à la représentante des candidats. Unir démontre encore une fois qu'il est un parti bien organisé et structuré qui ne cesse de travailler pour le bénéfice du peuple. Notons que le Parti Unir a des candidats dans toutes les circonscriptions

communications sur les questions de préservation de la paix et de la sécurité, sur l'unité nationale et la concorde mais aussi sur les actions menées dans le domaine agricole.

Le but de ces formations est de permettre aux candidats

apprécié cet exercice qui démontre encore une fois, selon eux « que le Président du Conseil et président du Parti, Faure Essozimna Gnassingbé est très attentif à la qualité des interactions avec la population togolaise ».

Tchaboré

Banque

LE TOGOLAIS SERGE ATIKOSSIE PROMU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BOA-RWANDA

Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années, renseigne la maxime. ATIKOSSIE Edoé Madjé Serge vient d'être promu au sein du Groupe BOA, au titre de Directeur Général de Bank Of Africa (BOA) Rwanda. A 38 ans, le Togolais, de Comptable à Directeur Pôle Finances, gravit ainsi un palier important dans son ascension professionnelle. Ceci, au prix de sa loyauté, rigueur et de son engagement sans faille. Diplômé d'institutions prestigieuses d'ici et d'ailleurs comme l'Université de Lomé, ISM Adonai, HEC Paris, HEC Montréal, ou encore Frankfurt School), M. ATIKOSSIE, après une décennie de loyaux services au sein du Groupe BOA, s'est forgé une expertise de haut niveau en Finance d'entreprise, Gestion des risques et Finance dura-

ble. Incarnant ainsi une nouvelle génération de dirigeants africains, animés par la culture de l'excellence, l'éthique du travail bien fait, et enracinés dans les valeurs humaines du leadership.

Au-delà des qualités intrinsèques et personnelles de l'homme, cette promotion du Togolais, propulsé à la tête de BOA-Rwanda reflète la posture de vivier d'excellence et de référence reconnue à BOA-Togo au sein du Groupe BOA. Pour rappel, la nomination de M. Serges A. n'est pas la seule promotion faite au sein du groupe pour le compte du Togo en matières de ces jeunes employés qui émergent. Déjà en 2024, précédemment Responsable de l'Animation Commerciale, Fabrice KOKOU-ABI a été aussi promu au sein du Groupe où il pilote désormais

le Développement commercial de quatre filiales africaines.

Somme toute, une belle reconnaissance de l'expertise togolaise forgée à BOA-Togo. Et la promotion de M. ATIKOSSIE vient confirmer une évidence et une tendance forte. L'expertise togolaise, par la rigueur et le travail bien fait, s'impose de plus en plus comme des références au sein du Groupe BOA, encline à la méritocratie. Ceci, en intégrant des postes de direction dans d'autres filiales ou au niveau des structures centrales.

« Nous adressons nos félicitations les plus chaleureuses à M. Serge ATIKOSSIE pour cette nouvelle étape de son parcours et lui souhaitons plein succès dans ses nouvelles fonctions à la tête de Bank Of Africa Rwanda », a



indiqué le Board de BOA-Togo.

Dans ses nouvelles fonctions de Directeur Général de BOA-Rwanda, M. ATIKOSSIE qui avait accompagné cinq (05) Directeurs Généraux de BOA-Togo avec le même engagement ne saura varier les valeurs qui l'incarnent. Une nouvelle réputation qu'il bâtira, sans doute, sur ses qualités humaines, son humilité, sa capacité à écouter et surtout à fédérer.

Des qualités qui ont fait de lui, un mentor naturel et une référence pour les jeunes cadres du Groupe BOA.

Raison de satisfecit pour BOA-Togo qui, grâce à la qualité de sa ressource humaine, se positionne aujourd'hui comme une filiale stratégique, non seulement pour ses performances économiques, mais aussi comme réservoir de compétences pour l'ensemble du Groupe.

Énergie pour tous

LE FONDS TINGA AU CŒUR DE L'INCLUSION ÉNERGÉTIQUE AU TOGO

En décembre dernier, plus de 60 000 foyers togolais ont bénéficié d'un soutien décisif de l'État à travers le Fonds Tinga, un mécanisme de subvention destiné à favoriser l'accès à l'électricité pour les ménages vulnérables. Ce programme, piloté par l'Agence Togolaise d'Électrifi-

cation Rurale et des Énergies Renouvelables (AT2ER), permet d'alléger le coût initial du branchement à l'électricité pour les populations à faibles revenus.

Le dispositif, qui s'inscrit dans la volonté politique affirmée du Chef de l'État Faure Gnassingbé de promouvoir une in-

clusion énergétique, vise à combler les écarts entre zones urbaines et rurales, entre ménages solvables et défavorisés. Il repose sur une prise en charge pouvant atteindre 80 % des frais de raccordement au réseau électrique pour les bénéficiaires.

Au-delà des chiffres, le Fonds Tinga change des vies : il favo-



rise l'entrepreneuriat rural, améliore les conditions d'apprentissage dans les foyers, réduit la dépendance au bois de chauffe et accroît la sécurité des ménages. La lumière devient ainsi un levier de développement humain, économique et social.

Le succès de cette initiative repose également sur la mobilisation des comités locaux de sélection, la digitalisation du processus de demande via la plateforme tinga.gouv.tg, et la collaboration entre la CEET, l'AT2ER et les collectivités territoriales. Ce modèle inspire et pourrait s'élargir à d'autres segments vulnérables, comme les femmes chefs de ménage ou les personnes en situation de handicap. Le Fonds Tinga incarne la vision d'un Togo plus solidaire, plus juste et résolument tourné vers l'énergie comme facteur de dignité.

Elections municipales du 17 juillet

DEUX SEMAINES POUR CONVAINCRE...

La campagne électorale pour les élections municipales du 17 juillet 2025 a officiellement démarré hier 1er juillet 2025 sur l'ensemble du territoire national. Pendant deux semaines, les différents candidats en lice auront la lourde tâche de convaincre les

ciens d'assurer une campagne sereine et un scrutin paisible, a pris d'importantes dispositions sécuritaires.

Le ministère de l'Administration Territoriale, en étroite collaboration avec les forces de défense et de sécurité, a mis en place un dispositif de veille et



sans devraient adopter une conduite responsable, axée sur

le débat d'idées et les propositions concrètes pour le bien-être des populations.

En cette période sensible, l'État se veut garant de la transparence, de la sécurité et du bon déroulement du processus électoral. Les électeurs, quant à eux, sont appelés à faire preuve de discernement, à rejeter la haine et la manipulation, et à s'intéresser aux

programmes des candidats afin d'opérer des choix éclairés pour l'avenir de leurs communes.

La campagne est lancée, le compte à rebours est enclenché. À chacun désormais de jouer sa partition dans un esprit de paix, de respect mutuel et de responsabilité républicaine.

La rédaction



électeurs de leur accorder leur confiance pour diriger les communes du pays.

C'est une période cruciale qui s'ouvre, marquée par des enjeux de développement local,

de sécurisation des activités politiques. Il s'agit notamment de garantir la liberté de réunion et d'expression des candidats dans le respect strict des lois de la République, tout en prévenant les débordements, les actes d'intimidation ou de violence.


Dans ce contexte, certains acteurs comme les préfets et autorités locales ont la lourde responsabilité de veiller à assurer l'équité dans l'accès aux



espaces publics et veiller à la neutralité de l'administration. Pour des élections réussies, les partis politiques et leurs parti-



mais également par un contexte politique tendu, avec des remous observés ces derniers jours à Lomé, mais qui est sous surveillance si l'on en croit le gouvernement. Dans ce climat, le gouvernement, sou-



AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR AUTORITE DE JUSTICE

N° 011/2025/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) informe le public qu'en exécution de l'ordonnance N° 1669/2025 du 11 juin 2025, il sera procédé à la vente aux enchères publiques d'un lot de diverses marchandises.

La vente aura lieu le mercredi 02 juillet 2025 à partir de 09 heures 30 minutes et jours suivants à la Division des Opérations Douanières de l'Aéroport et des Colis Postaux.

Conditions de participation à la vente

1. La vente est faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat ;
2. La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de cinq mille (5000) francs CFA non remboursable contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la Division des Opérations Douanières de l'Aéroport et des Colis Postaux ;
3. Aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication ;
4. Les adjudicataires qui n'auront pas acquitté le montant des effets qui leur sont adjugés avant 17 heures 30 minutes du jour de leur achat, verront leur adjudication annulée.

La participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions ci-dessus énumérées.

Pour tout renseignement, bien vouloir s'adresser au cabinet d'Etude de Me DJAGNIKPO Yéwa, Commissaire-Priseur, sis à Forever, Tél : 70 16 66 70.

Fait à Lomé le 25 juin 2025

Philippe Koton B. TCHODJE

Le Commissaire Général p.i

41, Rue des impôts - C2 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.ctr.tg

Tant de choses à découvrir en ligne!

Achète ton smartphone et profite d'avantages pour rester connecté



1* 000000

SMARTPHONE ZTE
A35 Core

+1 kit
+60 Go

valable 30 jours

34.900* FCFA

*Promo valable jusqu'au 25 juillet 2025

yas.tg

